


Revue de presse 2021-2022







N°25

28 février au 14 mars 2022




Cliquez sur le  pour accéder aux articles de presse
 Les articles sont développés dans les pages suivantes

Les titres de la presse








Armement

-  1. SCAF : Dassault Aviation n'exclut pas de développer seul un nouvel avion de combat
-  2. Défense : nouveau missile MBDA pour le Tigre MkIII
-  3. Défense sous-marine : iXblue échappe à Thales au profit du Groupe Gorgé
-  4. L'Égypte serait intéressée par des sous-marins de Naval Group



International

-  5. L'Australie souhaite augmenter ses forces de défense de 18 500 hommes d'ici 2040
-  6. Guerre en Ukraine : trois questions sur la possible "chute" de la Station spatiale internationale évoquée par la Russie
-  7. Guerre en Ukraine. La Russie a demandé l'aide militaire de la Chine, selon le New York Times

Opérationnel

-  8. Guerre en Ukraine : quelles armes ont été livrées à Kiev, et par quel pays ?
-  9. Guerre en Ukraine. Risque de cyberattaque en France
-  10. Au Mali, la situation sécuritaire se dégrade dangereusement
-  11. La France continuera de fournir un appui aérien aux forces maliennes... mais sous condition
-  12. Les deux porte-avions de la Royal Navy ont pris la mer presque en même temps
-  13. Piraterie : La force navale européenne Atalanta n'est plus autorisée à intervenir dans les eaux somaliennes
-  14. L'Inde dit avoir envoyé accidentellement un missile au Pakistan

Technologie

-  15. Un drone, apparemment de conception soviétique, s'est écrasé près de Zagreb
-  16. Les commandos marine expérimentent le drone solaire de type MAME « SolarXOne »

Armement (1/2)

1. SCAF : Dassault Aviation n'exclut pas de développer seul un nouvel avion de combat

Le PDG de Dassault Aviation, Eric Trappier, a mentionné l'existence d'un plan B en attendant la signature d'Airbus, représenté par ses filiales allemandes et espagnoles, pour la réalisation du Système de combat aérien du futur (SCAF). Les entités s'étaient mises d'accord en mai 2021 pour la phase 1B, mais la suite du programme n'est pas encore lancée. Par ailleurs, l'annonce allemande d'un effort plus important dans le domaine de la défense s'est assortie d'une volonté d'acheter des avions de combat américains F-35, ce qui pourrait fragiliser le besoin de SCAF. Pour rappel, le SCAF vise à développer un avion pour succéder au Rafale français et à l'Eurofighter Typhoon, développé par le Royaume-Uni, l'Allemagne, l'Espagne et l'Italie. En 2018, le programme franco-britannique s'est mué en programme franco-allemand-espagnol après la décision britannique de développer leur propre programme Tempest.

2. Défense : nouveau missile MBDA pour le Tigre MkIII

Après l'annonce en début de mois de la notification du contrat Tigre MkIII à Airbus Helicopters, ce dernier et le missilier MBDA ont été choisis pour équiper le nouvel hélicoptère. Les cocontractants sont désormais en charge de l'intégration des missiles sur l'hélicoptère d'attaque franco-espagnol et ont retenu deux modèles : le Mistral 3, nouvelle génération du modèle éponyme, ainsi que le MHT (Missile Haut de Trame), en développement chez MBDA. Le premier, déjà en service au sein des forces françaises, est un système de défense aérienne de troisième génération. De la catégorie « fire and forget », c'est-à-dire autonome jusqu'à sa cible après lancement, il bénéficie d'une portée de plus de 6,5km. De plus, il présente une très bonne résistance aux contre-mesures. Il est destiné à contrer les avions d'armes et hélicoptères mais son fonctionnement lui permet également d'engager des cibles à faible signature thermique, soit la température d'un objet telle que mesurée par une caméra thermique, comme des drones ou des missiles turbopropulsés. Ces résultats sont permis grâce à un autodirecteur à imagerie infrarouge et des capacités de traitement d'image élevées.

Concernant le MHT, il bénéficiera d'une portée de 10km, de jour comme de nuit, pouvant atteindre les 15km s'il est lancé depuis un drone. Son atout majeur est le mode « tir au-delà de la vue directe (de l'équipage) » qui permet de choisir le point d'impact du missile ou bien de sélectionner un nouvel objectif en vol. Celui-ci fonctionne grâce à une communication entre le missile et l'hélicoptère, qui reçoit les images haute résolution captées par l'autodirecteur optronique infrarouge du MHT. Autre avantage majeur, le MHT est particulièrement léger. Ainsi, lorsque le Tigre MkIII est en configuration de combat, il peut emporter jusqu'à 12 MHT dont le spectre d'objectifs s'étend des chars de combat jusqu'à des infrastructures de combat renforcées.

Armement (2/2)

3. Défense sous-marine : iXblue échappe à Thales au profit du Groupe Gorgé

Vendredi 11 mars, le groupe Gorgé et les actionnaires d'iXblue ont entamé des négociations afin d'officialiser le rachat de cette dernière entreprise pour un montant de 420 millions d'euros. Cela fait suite à plusieurs mois d'enchères durant lesquels Thales a été écarté. iXblue est spécialisé dans la fabrication de centrales inertielles permettant aux sous-marins de connaître leur position tout en étant indétectables et aux navires de chasser les mines. Le rachat par ce groupe se fait au travers d'ECA, sa filiale des hautes technologies, qui développe des solutions pour lutter contre les mines. Il est intéressant de noter que iXblue et ECA collaboraient régulièrement depuis plusieurs années, un contrat commun était déjà sur la table depuis 2020 pour la conception de douze chasseurs de mines pour les marines belge et néerlandaise. Il avait été obtenu par le consortium de Naval group et ECA et cette dernière avait signé un accord avec iXblue pour des sonars et des systèmes de navigation inertielle et de communication acoustique sous-marin. De son côté, en 2021, iXblue avait obtenu des contrats avec la marine australienne, polonaise et la Royal Navy.

4. L'Égypte serait intéressée par des sous-marins de Naval Group

Selon la Tribune, l'Égypte serait intéressée par l'acquisition de nouveaux sous-marins auprès de Naval Group. Le pays serait notamment intéressé par le type Barracuda à propulsion conventionnelle, développé initialement par l'entreprise pour l'Australie. En septembre 2021, Le Caire avait reçu le quatrième et dernier sous-marins de type 209 de son programme lancé en 2011. Récemment, l'Égypte a également modernisé en grande partie sa flotte, par la commande auprès de Naval Group d'une frégate multi-missions, de deux bâtiments de projection et de commandement (BPC) renommés depuis porte-hélicoptères amphibie (PHA) de classe Mistral, et quatre corvettes de classe Gowind. Dans le même temps, le pays a montré son intérêt pour l'acquisition d'un porte-avion d'occasion.

International (1/2)

5. L'Australie souhaite augmenter ses forces de défense de 18 500 hommes d'ici 2040

Le premier ministre australien Scott Morrison a annoncé une augmentation de 30% des effectifs des forces de défense du pays. Ce plan représenterait 18 500 hommes et un coût de 38 milliards de dollars australiens afin d'atteindre 80 000 hommes en 2040. Cette décision est due à la reconnaissance des « menaces et de l'environnement auxquels nous sommes confrontés en tant que pays, en tant que démocratie libérale dans l'Indopacifique ». Ces nouveaux effectifs seront notamment affectés à la nouvelle flotte de sous-marins à propulsion nucléaire acquis dans le cadre de l'alliance de défense AUKUS. Mais, ils iront aussi dans le domaine spatial, du cyber, des bâtiments de marine et des véhicules autonomes terrestres et maritimes, ce qui permettra de mettre en place une dissuasion crédible.

6. Guerre en Ukraine : trois questions sur la possible "chute" de la Station spatiale internationale évoquée par la Russie

Après avoir annoncé le 26 février le rapatriement du personnel technique russe du centre spatial guyanais, le directeur général de Roscosmos, Dmitri Rogozine, a affirmé le samedi 12 mars que les sanctions contre la Russie pourraient perturber le ravitaillement en carburant de l'ISS, ce qui provoquerait sa chute vers la surface terrestre. L'ISS - qui pèse 420 tonnes - est désormais au cœur d'un conflit terrestre inédit depuis son lancement à la fin des années 1990, sachant qu'il est au centre des intérêts américains et européens. Le problème soulevé porte sur le rôle essentiel du module russe Zvezda qui permet à la station de conserver son altitude, de corriger son orbite et d'éviter les débris spatiaux. En outre, Dmitri Rogozine a déclaré d'un ton menaçant que « les populations des autres pays, notamment ceux dirigés par les 'chiens de guerre', devraient réfléchir au prix des sanctions contre Roscosmos », et publie fréquemment sur les réseaux sociaux des slogans et des montages photo moquant l'Ukraine et son président.

Pour l'instant, l'ISS ne peut pas fonctionner sans Roscosmos. En revanche, la Nasa a déclaré le 1er mars que des entreprises (notamment SpaceX) avaient proposé leurs services pour assurer le ravitaillement stratégique de l'ISS à la place de Roscosmos. Enfin, étant donné que la Terre est recouverte à 70% d'eau, il y a de très grandes chances pour que les restes de l'ISS finissent dans un milieu maritime. En ce sens, la Nasa a prévu une « désorbitation », puis un crash totalement contrôlé de l'ISS en 2031, au niveau du « point Némó » dans le sud du Pacifique - une zone isolée utilisée comme cimetière d'engins spatiaux. Toutefois, la possibilité d'une désorbitation non contrôlée fait l'objet de débats intenses dans la communauté scientifique.

Pour rappel, depuis son lancement, plus de 250 astronautes venus de 19 pays ont séjourné dans l'ISS pour y effectuer des expériences scientifiques, dans le cadre d'une coopération internationale.

International (2/2)

7. Guerre en Ukraine. La Russie a demandé l'aide militaire de la Chine, selon le New York Times

Selon le quotidien américain New York Times, les Russes auraient demandé un soutien économique et militaire à la Chine pour contrer les sanctions occidentales concernant l'invasion de l'Ukraine. Le porte-parole de la République populaire de Chine à Washington nie ces allégations, qui interviennent avant la rencontre à Rome du conseiller à la sécurité nationale du président Joe Biden, Jake Sullivan, et Yang Jiechi, un représentant du Parti communiste pour la diplomatie. Ils doivent y discuter des conséquences de la guerre en Ukraine. Les Etats-Unis ont indiqué que la Chine s'exposerait à de lourdes sanctions si elles devaient fournir une assistance à la Russie pour contourner les sanctions en cours.

8. Guerre en Ukraine : quelles armes ont été livrées à Kiev, et par quel pays ?

Le conflit armé entre les troupes russes et les troupes ukrainiennes continue depuis le jeudi 24 février. Kiev et Kharkiv sont encore tenus par les Ukrainiens. Au sud du pays, l'offensive se concentre autour de Marioupol. Les Ukrainiens accusent les Russes de bombardements sans discrimination, avec notamment la destruction d'un hôpital pour enfants à Marioupol qui a eu un impact considérable dans la presse étrangère. La question des corridors humanitaires pour l'évacuation des civils est également importante : plusieurs ont été mis en place puis violés, avec des accusations de part et d'autre. 2,8 millions d'Ukrainiens sont officiellement sortis du pays. Le bilan des combats n'est pas encore évaluable, avec des chiffres qui divergent : le 2 mars, les Russes ont officiellement fait état de 500 tués, le 9 mars les Ukrainiens parlent de 12000 soldats russes tandis que le renseignement américain évoque entre 2000 et 4000 soldats russes tués. D'autres chiffres sont également à confirmer comme les 2100 civils tués recensés par la mairie de Marioupol.

Concernant les transferts d'armement, notamment via la Pologne, on compte une participation de plusieurs pays européens et des Etats-Unis, en plus des diverses sanctions : fusils d'assaut de la Belgique, de la Finlande et de la République tchèque, munitions par notamment le Canada, l'Espagne et la Finlande, mais également des missiles antichar. Ceux-ci viennent du Royaume-Uni, des Etats-Unis avec notamment les missiles Javelin, mais aussi de France avec les missiles Milan, prédécesseurs du MMP. En tout état de cause, un fonds européen de 500 millions d'euros a été mis en place pour coordonner ces livraisons d'arme, une première. La proposition polonaise d'envoyer par l'OTAN des avions de combat a par contre tourné court avec le refus des Américains.

Au lendemain des frappes aériennes russes situées sur une base d'entraînement ukrainienne aux abords de Lviv proche de la frontière polonaise, ayant causé 35 morts et 134 blessés selon les dires Ukrainiens, le président ukrainien Volodymyr Zelensky s'est exprimé ce lundi 14 mars dans une brève vidéo pour inciter l'OTAN et ses pays alliés d'établir une zone d'exclusion dans l'espace aérien. Cette demande récurrente a pour le moment été battue en brèche, le risque d'escalade étant trop grand.

9. Guerre en Ukraine. Risque de cyberattaque en France : des représailles « ne peuvent être exclues »

Les acteurs en charge de la protection des systèmes d'informations, de la protection des données et des cyberattaques sont en alerte en raison de la guerre en Ukraine. Pour l'heure, aucune cyberattaque de grande ampleur pouvant neutraliser une partie de la société française n'a été signalée, mais l'ANSSI (agence nationale de la sécurité des systèmes d'information) exhorte les entreprises et les collectivités territoriales à renforcer la protection de leurs systèmes et de redoubler de vigilance face à la recrudescence de malwares et des mails frauduleux durant cette crise qui peuvent mener à une désinformation.

10. Au Mali, la situation sécuritaire se dégrade dangereusement

La situation sécuritaire au Mali continue de se dégrader. Les groupes armés terroristes ont lancé plusieurs attaques : en deux semaines, on compte ainsi une attaque d'une base de l'armée malienne au nord du pays avec deux morts et neuf éliminations d'assaillants, deux casques bleus de la Minusma tués par l'explosion d'une mine, le meurtre d'une dizaine de civils à la frontière mauritanienne et une attaque sur une base près de la frontière burkinabée qui a fait 27 tués. Certains des groupes djihadistes, d'après des informations locales, font du retrait français une des conditions de pourparlers. Dans tous les cas, malgré les succès opérationnels sur lesquels a communiqué le gouvernement malien à la fin du mois de février, l'évaluation de la situation semble difficile à mener, en plein retrait des forces françaises.

11. La France continuera de fournir un appui aérien aux forces maliennes... mais sous condition

Alors que la force Barkhane a entamé son désengagement de la base opérationnelle (BOA) de Gossi, conformément à l'annonce d'Emmanuel Macron le 17 février sur la « réarticulation » du dispositif militaire français, le général Laurent Michon, commandant la force Barkhane, a déclaré le 11 mars : « Nous allons poursuivre l'appui que nous pouvons proposer au Burkina, au Niger et au Mali dans la zone des trois frontières, par les airs par exemple » mais à la condition « qu'il n'y ait pas de Wagner » car « s'il y a des mercenaires russes, comme c'est le cas dans la zone d'interdiction temporaire aux aéronefs français, là nous n'appuierons plus les Maliens ou la force conjointe du G5 Sahel ».

En outre, le général Michon a affirmé que la force Barkhane était disposée à lutter aux côtés des pays qui souhaitent leur appui, et à continuer à « rassurer les forces armées, la MINUSMA [mission de l'ONU au Mali], la force du G5 [Sahel], en apportant un appui par les airs ou tout autre moyen, à leurs propres missions ».

Toutefois, les autorités maliennes n'ont pas sollicité Barkhane pour appuyer la garnison de Mondoro [située près de la frontière avec le Burkina Faso] alors que celle-ci était attaquée par le Groupe de soutien à l'islam aux musulmans [GSIM ou JNIM, lié à al-Qaïda]. Selon le général Michon, cela est lié au fait que depuis quelques mois, les Maliens ont dicté une zone d'interdiction temporaire de vol, dans laquelle les militaires de Barkhane ne peuvent se rendre. Mondoro étant dans cette zone, ils n'ont pas été sollicités, ni autorisés à y aller.

Enfin, le général Michon a insisté sur le fait que les forces françaises ne veulent pas avoir affaire avec le groupe paramilitaire russe Wagner, dont l'extension serait selon lui redoutée par les populations locales.

Opérationnel (3/4)

12. Les deux porte-avions de la Royal Navy ont pris la mer presque en même temps

En ce début de mois, les deux porte-avions britanniques HMS Prince of Wales et HMS Queen Elizabeth ont pris la mer depuis Plymouth afin de partir en exercice. Le premier est parti rejoindre le nord de la Norvège dans le cadre de l'exercice Cold Response 22, autour de la Norvège, qui réunit 35 000 militaires issus de 25 pays. La Royal Navy n'a toujours pas communiqué sur le groupe aérien embarqué et seules des photos d'hélicoptères Merlin HM2 du 820 Naval Air Squadron, consacré à la lutte anti-sous-marin, ont été prises sur place. Il est accompagné d'une frégate, un destroyer, un sous-marin nucléaire d'attaque (SNA), un pétrolier-ravitailleur et un navire d'assaut amphibie. Pour ce qui est du porte-avions américain USS Truman qui devait participer à l'exercice, l'invasion de l'Ukraine a poussé les Etats Unis à redéployer le navire, mais un destroyer américain participe encore à l'exercice.

Quant au HMS Queen Elizabeth, après trois mois de mission dans la région Indopacifique, il a été envoyé en exercice pour maintenir son niveau opérationnel. Dans ce cas également, uniquement des hélicoptères Merlin ont été mis en œuvre. En effet, la force aéronavale n'a toujours pas reçu ses premiers F-35 et la Royal Air Force ne dispose pas assez d'appareils pour équiper les deux porte-avions. Elle ne dispose que de 24 avions, dont un a été perdu en mer Méditerranée, et plusieurs sont déployés en Estonie et à Chypre.

13. Piraterie : La force navale européenne Atalanta n'est plus autorisée à intervenir dans les eaux somaliennes

Depuis quelque temps, l'Etat somalien s'oppose à la prolongation de l'autorisation permettant la patrouille dans ses eaux territoriales des navires militaires étrangers. En décembre 2021, le Conseil de sécurité avait reconduit - au travers d'une résolution présentée par les Etats-Unis et adoptée à l'unanimité - cette autorisation à seulement trois mois supplémentaires au lieu d'un an comme cela avait été fait auparavant. Sachant que ces trois mois sont désormais passés, et que le Conseil de sécurité n'a pas prolongé cette autorisation, les navires de l'opération européenne Atalanta ne sont plus autorisés à approcher les côtes somaliennes. Cette situation n'a fait l'objet d'aucun commentaire de la part des Etats-Unis pourtant chargés de cette affaire, ni des Emirats arabes unis assurant actuellement la présidence du Conseil de sécurité.

L'opération Atalanta a été lancée en 2008 dans le cadre d'une résolution du Conseil de sécurité des Nations unies, afin de mettre un terme aux actes de piraterie perpétrés contre les navires commerciaux naviguant au large de la Somalie. D'autres missions avaient été ajoutées comme la lutte contre le trafic d'armes et de produits stupéfiants ou encore la surveillance des activités illégales en mer. Si la pratique de la piraterie dans le golfe d'Aden a considérablement diminué, certains pays comme la France jugent utile de prolonger cette autorisation pour éviter « un vide sécuritaire ». Toutefois, selon l'état-major de l'opération Atalanta, la force navale européenne « continuera de remplir ses missions, en assurant la sécurité maritime » dans le « reste de sa vaste zone d'opérations ».

14. L'Inde dit avoir envoyé accidentellement un missile au Pakistan

Vendredi 11 mars, le ministre indien de la Défense a indiqué avoir envoyé de façon accidentelle un missile au Pakistan à la suite d'un dysfonctionnement technique « dans le cadre d'une maintenance de routine ». Selon l'armée indienne, aucune perte de vies humaines » n'est à déplorer, ce qui représente un « soulagement ». Une enquête a tout de suite été initiée alors que le ministre pakistanais des Affaires étrangères a désigné cet incident comme « une violation injustifiée » de l'espace aérien du pays. Pour rappel, l'Inde et le Pakistan, deux puissances nucléaires, se sont affrontés à plusieurs reprises depuis 1947 autour de la délimitation de leurs frontières dans la région du Cachemire.

15. Un drone, apparemment de conception soviétique, s'est écrasé près de Zagreb

Selon le ministère croate de la Défense, le 10 mars à 23h04, un drone militaire s'est écrasé dans le quartier de Jarun à Zagreb, sept minutes après être entré dans l'espace aérien croate, depuis la Hongrie. Les photographies des débris du drone, publiées sur les réseaux sociaux, montrent un Tupolev Tu-141 « Strizh », conçu par les Soviétiques dans les années 1970 pour des missions de reconnaissance derrière les lignes ennemies. Les forces ukrainiennes - qui sont les seules à en utiliser - en auraient perdu un exemplaire deux jours plus tôt.

Les données du vol, selon les données du ministre croate, coïncident avec les performances du Tu-141. Ce drone peut voler à la vitesse maximale d'environ 600 nœuds [soit plus de 1100 km/h], à une altitude de 20000 pieds [6000 mètres]. Sa portée est de 1000 km.

Toutefois, parmi de nombreux scénarii envisagés, l'un d'entre eux consiste à dire que le drone a décollé du territoire ukrainien, a survolé la Hongrie dans être détecté, et à atterri à Zagreb. Cette hypothèse a cependant été rejetée par Markijan Lubkivsky, ancien ambassadeur d'Ukraine en Croatie, qui fait remarquer que l'appareil ne portait pas de marques ukrainiennes. Le ministre de la défense croate M. Banožić a affirmé qu'ils « ont commencé à collecter des données sur cet incident à tous les niveaux et en coopération avec les pays voisins, membres de l'Otan. À l'heure actuelle, ils mènent également des activités similaires de collecte et d'évaluation des données qui sont actuellement disponibles ».

A l'heure où la Russie envahit l'Ukraine, cet événement défie en quelque sorte la qualité de surveillance de l'espace aérien de l'Otan.

16. Les commandos marine expérimentent le drone solaire de type MAME « SolarXOne »

Depuis 2017, le Commandement des Opérations Spéciales (COS) souhaitait lancer un programme d'acquisition d'un appareil volant endurant capable de porter des instruments de renseignement électromagnétique (ROEM) et des armement à charges faibles. Aujourd'hui l'Agence Innovation Défense (AID) travaille en coopération avec la Force maritime des fusiliers marins et commandos [FORFUSCO] dans le cadre du projet Sköll. L'objectif est de trouver un drone MAME (Moyenne Altitude Moyenne Endurance) dans le but de renforcer les capacités ISR (renseignement, surveillance, reconnaissance) du COS.

L'AID doit alors évaluer les capacités du drone SolarXOne, développé par l'entreprise XSun et dévoilé lors de la 19ème édition du Salon du Bourget. C'est un drone solaire, fabriqué à partir de matières composites : il pèse moins de 25kg. Il dispose d'une envergure de 4,6m et de double ailes munies de capteurs solaires.

Soutenue par Dassault Systèmes, Total et Airbus, XSun bénéficie aussi d'aides publiques à hauteur de 5 millions d'euros. Elle a décroché un contrat avec Enedis en 2020, pour la surveillance des lignes électriques et vise à constamment développer l'endurance de ses appareils afin de faire face aux obstacles du solaire (vol de nuit et donc, vol de plusieurs jours consécutifs). Néanmoins, le SolarXOne présente une autonomie de vol d'onze heures maximum grâce à ses panneaux solaires qui lui permettent de multiplier son autonomie initiale par trois, cela en fonction des conditions d'ensoleillement et d'utilisation. Il peut voler à une vitesse moyenne de 50 km/h avec des pointes à 125 km/h et couvrir une surface de 1200 hectares en 5h35 de vol, là où les drones conventionnels n'en couvriraient que 60 à 80.

Enfin, au-delà de son autonomie, le drone électrique dispose de l'avantage de la discrétion et peut embarquer 7kg de charge utile, notamment différents capteurs offrant le remplissage d'un plus grand nombre de missions et plus diversifiées.